



United Nations
Peacebuilding

RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF

PAYS : Haïti

TYPE DE RAPPORT : SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL : ANNUEL

ANNEE DE RAPPORT: 2020

| Titre du projet : Renforcer les capacités nationales pour le contrôle des armes et des munitions | | | | | | | | | |
|---|---|----------------------|--------|------|---------------|-----|--------------|--------------------------------|--|
| Numéro Projet / MPTF Gateway : 00119985 | | | | | | | | | |
| Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund") : <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional Nom du fonds fiduciaire : | Type et nom d'agence récipiendaire : PNUD (Agence coordinatrice) OIM | | | | | | | | |
| Date du premier transfert de fonds : Janvier 2020 Date de fin de projet : Juin 2022 Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ? Non | | | | | | | | | |
| Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF : <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input checked="" type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional | | | | | | | | | |
| Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire) : <table><thead><tr><th>Agence récipiendaire</th><th>Budget</th></tr></thead><tbody><tr><td>PNUD</td><td>\$ \$ 697,519</td></tr><tr><td>OIM</td><td>\$ \$373,832</td></tr><tr><td colspan="2" style="text-align: right;">Total : \$ \$1, 071,351</td></tr></tbody></table> Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 14% *JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES* | | Agence récipiendaire | Budget | PNUD | \$ \$ 697,519 | OIM | \$ \$373,832 | Total : \$ \$1, 071,351 | |
| Agence récipiendaire | Budget | | | | | | | | |
| PNUD | \$ \$ 697,519 | | | | | | | | |
| OIM | \$ \$373,832 | | | | | | | | |
| Total : \$ \$1, 071,351 | | | | | | | | | |
| Budgétisation sensible au genre : Indiquez le montant (\$) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes : 323,000 US\$ Indiquez le montant (\$) du budget dépensé jusqu'à maintenant pour les activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes : | | | | | | | | | |
| Marquer de genre du projet : 1 Marquer de risque du projet : 2 Domaine de priorité de l'intervention PBF (« PBF focus area ») : Gouvernance | | | | | | | | | |

Préparation du rapport :

Rapport préparé par : Juvigny Jacques (Expert DDR/CVR, PNUD)

Rapport approuvé par : Adeline Carrier (Chef Unité Gouvernance et État de Droit, PNUD)

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : N/A

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

Partie 1 : Progrès global du projet

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (Limite de 1500 caractères) :

Le projet a connu des progrès significatifs au cours de la période couverte, soit de janvier à novembre, en dépit des difficultés marquées d'une part par la crise sociopolitique et sécuritaire que connaît le pays mais aussi les difficultés liées aux impacts de la pandémie du Covid19. La participation des différents acteurs clés dans la mise en œuvre les activités du projet a été déterminante. Au niveau de la POLIFRONT, l'implication des Directions des 3 institutions (Douane, Immigration, Police) a facilité la finalisation de la rédaction de l'accord DIP qui a été soumis au bureau du Premier Ministre pour signature. Par ailleurs, le projet a permis aux principales institutions nationales concernées (dont la CNDDR) d'entamer des discussions sur la révision de la proposition de loi sur les armes à feu déjà approuvée par la chambre des députés (atelier tenu en octobre et coordonné par UNLIREC dans le cadre d'un accord signé). La planification des activités phares est en cours (notamment l'élaboration et l'approbation des termes de référence pour l'audit sur les armes, l'évaluation des besoins en formation et la mise en place du système CARISECURE). Des échanges continus avec le bureau du Directeur Central de la Police Administration permettent de faciliter l'appropriation, par les autorités policières, des activités du projet notamment dans la coordination des actions que va conduire l'UNIDIR en matière de gestion et de contrôle des armes à feu (activité prévue en 2021). De plus, le projet coordonne, en partenariat avec le BINUH et l'OIM, les réunions avec la CNDRR pour assurer une bonne appropriation des activités en matière de DDR.

Veillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères) :

Les événements prévus pour les six prochains mois sont les suivants :

- Continuité des rencontres de sécurité binationale à Malpasse afin de permettre aux différents acteurs impliqués de réfléchir sur le sujet, de renforcer la coordination, de partager les informations collectées pour un meilleur contrôle du trafic des armes et des munitions au niveau des frontières.
- Continuité du processus consultatif et inclusif ainsi que l'assistance juridique afin d'aboutir sur le format de rédaction de la loi sur les armes à feu et les munitions.
- Réalisation des consultations communautaires sur la stratégie nationale DDR-CVR.

- Formation / renforcement des capacités des membres de la CNDDR et autres partenaires impliqués en DDR pour assurer la bonne marche du processus de contrôle des armes et des munitions.
- Formation des agents de la police nationale sur le contrôle des armes et des munitions, permettant aux policiers d'avoir les compétences nécessaires dans le secteur.
- Fourniture des équipements pour la PNH dans le cadre de la mise en place du système CARISECURE et formation des agents de la PNH sur l'utilisation de ces équipements.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

*Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n'est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l'objectif principal du projet. (Limite de 1500 caractères):
Non applicable*

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (Limite de 2000 caractères) :

Le projet a été impliqué dans la campagne de sensibilisation contre la propagation de la pandémie du Covid19 par la mise en œuvre des points de lavage des mains dans les quartiers sensibles exposés à la violence des gangs armés de la zone métropolitaine de Port au Prince. Cette action a eu impact positif sur la population des quartiers à risque, dans la mesure où la plupart de ces quartiers sont « coupés » du reste de la communauté en raison des actes de violence et de la présence des gangs. Cette intervention a renforcé la position de la CNDDR, principal partenaire national du projet, dans son interaction avec les quartiers et les chefs de gangs et plus largement dans le processus du contrôle des armes et des munitions. Cette action de réponse au COVID19 a permis, en effet, à la commission d'avoir une relation de confiance tant avec les groupes armés (encourager les négociations) ainsi que les différents acteurs de la société qui sont impliqués ou consultés sur les actions réalisées dans le cadre de ce projet notamment sur la stratégie nationale et la loi sur les armes à feu. Cette action a eu un impact humain et sanitaire direct et concret pour les populations vivant dans ces communautés marginalisées. Elle a également contribué à faciliter le lien social entre la CNDDR et les habitants de ces quartiers ciblés.

Partie II : Progrès par Résultat du projet

Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin : janvier-juin ; pour les rapports de novembre : janvier-novembre ; pour les rapports finaux : durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.

- *“On track” – il s'agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*

- *“On track with peacebuilding results” - fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.

Résultat 1 : Les institutions responsables du contrôle des armes à feu et des munitions en zone frontalière sont capables de jouer leur rôle de façon plus efficace et mieux coordonnée

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **En cours**

Résumé de progrès :

Dans l'objectif de renforcer la coordination binationale pour lutter contre les trafics à la frontière entre Haïti et la République Dominicaine, un espace de coordination a été créé sur le point frontalier officiel de Ouanaminthe/Dajabon, pour réunir les principaux acteurs notamment : Police Frontalière (POLIFRONT), CESFRONT: Cuerpo Especializado de Seguridad Fronteriza, Dirección Nacional de Control de Drogas (DNCD), Brigade de Lutte contre le Trafic des Stupéfiants (BLTS), Consultas, Police Nationale haïtienne et dominicaine, Immigration haïtienne et dominicaine (Direction de l'Immigration et de l'Émigration et Dirección General de Migración). Cet espace de dialogue permet aux acteurs de faire un point de situation sur leurs activités, d'échanger des informations stratégiques et de renforcer leur coopération pour un meilleur contrôle des armes à feu et des munitions en zone frontalière. Le 28 janvier 2020, une première réunion s'est tenue à l'espace Compagnie de Développement Industriel (CODEVI) Parc Industriel/Zone Franche de Dajabon où les participants ont présenté leurs activités/opérations réalisées au cours des mois de décembre et janvier. Cette initiative mise en œuvre sur le point de Ouanaminthe/Dajabon sera reproduite dans les autres points officiels dès le retrait de l'État d'urgence sanitaire qui a été décrété dans le cadre du COVID19 le 19 mars 2020.

Concernant l'activité relative à l'accord entre Douane, Immigration et Police (DIP), l'OIM a contacté en février les points focaux de chacune de ces institutions pour planifier une réunion mais ces derniers ont recommandé à l'unanimité d'attendre la nomination du nouveau gouvernement et notamment du Premier Ministre pour pouvoir se réunir. Le Premier Ministre Joseph Joute a été nommé le 2 mars mais la crise du COVID-19 qui avait déjà affecté de nombreux pays dans le monde a ensuite compromis les possibilités de réunions en Haïti au cours du mois de mars.

Avec l'État d'urgence sanitaire lié à la pandémie du Covid19 décrété par le gouvernement le 19 mars 2020, il n'a pas été possible d'organiser de nouvelles réunions binationales sur la frontière en raison de la fermeture officielle de cette dernière depuis le 16 mars 2020. Il a toutefois été possible de relancer le contact avec les différentes directions à Port-au-Prince impliquées dans l'accord DIP (Douane-Immigration-Police), ainsi qu'avec la Commission Technique des Frontières (CTF), qui ont confirmé leur intérêt de reprendre les discussions autour de l'accord et de la planification de la cérémonie officielle de signature. L'évaluation de la situation sécuritaire au début du mois de septembre, période

à laquelle les analystes s'attendaient à une possible reprise de l'instabilité et de nouveau « peyi lock », a permis de confirmer que l'on pouvait lancer les démarches pour le recrutement du consultant en charge de coordonner la signature de l'accord. Ce dernier devrait être recruté lors de la prochaine période de rapport et des réunions avec les directions des institutions susmentionnées seront organisées durant le dernier trimestre de 2020.

Des actions concrètes ont par ailleurs été menées dans le contexte de la lutte contre l'épidémie de la COVID-19. La CNDDR a en effet soumis à l'OIM et au PNUD une demande d'appui pour l'installation de 95 postes de lavage de main dans les quartiers difficiles. Cette requête a tout de suite été traitée par les deux agences de mise en œuvre qui ont installé les postes et fourni les savons nécessaires au lavage des mains des communautés bénéficiaires.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :

Lors de la réunion binationale de sécurité, l'OIM a rappelé aux participants l'importance pour les prochaines rencontres d'inclure au moins une collègue femme ayant la capacité de prendre des décisions au nom de leur institution afin d'avoir une représentation plus égalitaire lors de cet espace de discussion.

Résultat 2 : Les capacités de la PNH à contrôler les armes illégales et à enregistrer/régulariser les armes illégales en circulation sont accrues, en étroite coordination avec la CNDDR

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **En cours**

Résumé de progrès : (Limite de 3000 caractères)

L'une des principales démarches entreprises depuis le démarrage du projet consistait à faciliter l'engagement et l'implication des autorités policières dans la mise œuvre des activités. Toutefois, ces démarches ont été interrompues avec l'apparition du Covid19. Les rencontres ont pu, finalement, être réalisées avec le bureau du Directeur Central de la Police Administration les 13 août et 7 octobre 2020 dans le but de présenter le projet et de préciser, notamment, le soutien que le projet peut apporter à la PNH au niveau du renforcement du service de l'armurerie principale et le recrutement d'un consultant pour la gestion des bases de données informatiques sur les armes à feu. La démarche a été bien accueillie et le bureau du DCPA se dit prêt à fournir tout le support nécessaire dans la réalisation des activités du projet. Afin d'assurer d'une bonne synergie dans les interventions visant à renforcer les capacités nationales à contrôler les armes illégales et à enregistrer/régulariser les armes illégales en circulation et dans un souci de coordination et d'harmonisation, plusieurs réunions de travail ont été réalisées, à partir du mois de septembre, avec UNIDIR qui entend réaliser, à partir de mars 2021, une intervention visant à faire une évaluation de base sur la gestion des armes et des munitions en Haïti et à soutenir les efforts nationaux pour réduire la circulation illicite

des armes et des munitions. Se basant sur la similarité et la complémentarité des deux interventions, les termes de référence (audit et évaluation besoins en formation) ont été ajustés sur la base des recommandations de l'UNIDIR. Par ailleurs, dans le cadre de la mise en place du système CARISECURE, des démarches sont en cours pour avoir des discussions avec la Direction Générale de la PNH grâce au support de l'UNPOL/BINUH afin de s'assurer son approbation sur ce dossier qui doit se développer avec le Centre de Renseignement Opérationnel de la PNH qui dépend directement du Directeur Général. Les termes de référence et une proposition de plan d'intervention ont été rédigés et sont en attente d'approbation. Le processus de recrutement du consultant pour l'audit sur les armes à feu et l'évaluation des besoins en formation et de celui pour la mise en place du système CARISECURE est en cours. Ces activités devraient démarrer au mois de décembre 2020.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat : (Limite de 1000 caractères)

Le projet traite de l'aspect légal et opérationnel dans la gestion des armes et des munitions et travaille spécifiquement avec les institutions impliquées dans le secteur dont la police nationale, la douane et l'immigration. De ce fait, les actions cibles impliquent fortement des changements institutionnels. Dans la sélection du personnel de ces institutions devant participer aux formations, des mesures pour assurer des résultats d'égalité des sexes ont été proposées pour permettre aux femmes de jouer un rôle plus actif dans les prises de décision.

Résultat 3 : Les capacités de la CNDDR à proposer une politique publique nationale sur la gestion de la violence, à coordonner la stratégie et l'action des institutions pertinentes, et à assurer la redevabilité de l'État sur la violence armée est renforcée

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **En cours (les progrès sont assez considérables et les actions ont permis d'élaborer des bases politiques pour la réduction de la violence à travers la soumission de la stratégie nationale)**

Résumé de progrès : (Limite de 3000 caractères)

Dans le but de s'aligner aux priorités gouvernementales suite à l'instauration de l'État d'urgence en lien avec la pandémie, la CNDDR, dans ses premières actions réalisées dans le cadre de la campagne de sensibilisation visant à faciliter l'accès aux différents partenaires dans les communautés et quartiers en proie à la violence des groupes armés pour prévenir la propagation du COVID-19, a installé une centaine de points de lavage des mains dans certains points sensibles de la zone métropolitaine. Le projet a fourni un appui à la Commission pour l'installation des socles et l'accès au chlore et du savon pour les postes de lavage des mains. Cette action a été réalisée de concert avec la DINEPA (institution en charge de l'eau potable et de l'assainissement). Cette activité a contribué à renforcer rôle de leader de la CNDDR comme acteur principal dans le domaine.

Vers la fin du mois de mai 2020, la primature a mis à la disposition de la CNDDR d'un bâtiment administratif devant loger le bureau de ladite Commission. Suite à l'installation de ses membres, le PNUD et la CNDDR ont procédé à l'inventaire des besoins en matériels et équipements et une demande formelle a été adressée au PNUD le 10 juillet 2020. Toutefois, tenant compte qu'une demande similaire avait été soumise par la CNDDR au BINUH, une séance de travail avec BINUH a été organisé au début du mois d'aout afin d'identifier les matériels et équipements que le BINUH entend fournir à la Commission en vue d'éviter toute duplication. Sur cette base, le projet a fourni à la CNDDR un ensemble d'équipements de bureau et d'un service d'internet au cours du mois de novembre.

Plusieurs séances de travail ont été organisées au mois de janvier et février avec les organisations de la société civile, les agences du système des Nations et la CNDDR autour de l'élaboration de la proposition de la stratégie nationale DDR-CVR. Celle-ci a été soumise par la CNDDR au Premier Ministre le 5 mai 2020. Plusieurs actions ont été menées dans le cadre de la réalisation des séances de formation à l'intention des membres de la CNDDR et de leurs partenaires. Suite à des séances de travail entamées depuis le mois de septembre dernier, la CNDDR a soumis une proposition de projet de formation s'inscrivant, d'une part, dans une perspective de construction des conditions favorables pour le travail de rapprochement avec les acteurs communautaires, et d'autre part, la création d'un partenariat constructif entre la CNDDR et des entités de la société civile.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat : (Limite de 1000 caractères)

La stratégie nationale DDR-CVR porte une attention particulière sur la situation des femmes au niveau des communautés sous contrôle des groupes armés et propose des actions ciblant particulièrement les femmes victimes et celles associées directement à ces groupes. Parallèlement, l'installation des postes de lavage des mains dans les communautés à risques visent à prévenir la propagation de la pandémie auprès des groupes les plus vulnérables, dont les femmes. La gestion de ces postes est assurée par des comités locaux composés des gens de deux sexes. Leur rôle est d'assurer le fonctionnement de ces postes et la disponibilité de l'eau et des matériels d'hygiène.

Résultat 4 : Le pays avance dans la mise en place d'un cadre réglementaire sur la gestion des armes à feu et des munitions, conformément aux standards internationaux dans le domaine

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **En cours**

Résumé de progrès : (Limite de 3000 caractères)

Toutes les activités ayant trait à la mise en place d'un cadre réglementaire sur la gestion des armes à feu et des munitions, conformément aux standards internationaux dans le domaine sont sur la bonne voie. En effet, l'analyse de la législation existante relative aux armes et aux munitions a été faite à travers l'étude comparative et l'avis juridique sur le nouveau projet de loi a été émis à travers l'élaboration du « dictum légal » au cours du



mois de septembre dernier. Cette action s’est réalisée au travers d’un partenariat avec UNLIREC. Suite à la production de ces documents, deux ateliers virtuels visant à présenter et partager les conclusions de ces derniers, d’une part, avec les partenaires internationaux impliqués dans le secteur (PNUD, BINUH, OIM, OIM, UNFPA, DPO, ODA, etc.) le 28 septembre et, d’autre part, et autres l’avis juridique au cours d’un atelier juridique (virtuel) pour les autorités nationales (les représentants des ministères de la Justice et de la Sécurité Publique, de l’Intérieur, de la Défense, du Parlement, de la Primature, de la CNDDR et de la Police nationale) le 29 septembre. Le partenaire d’exécution, UNLIREC, est en attente des réactions officielles des autorités haïtiennes, particulièrement, du Ministère de Justice et de la Sécurité Publique avant de passer à la prochaine étape qui consistera à approfondir les discussions avec les différents acteurs pour collecter les éléments devant permettre d’avancer avec le processus relatif à la révision de la proposition de loi. Il convient de souligner qu’à l’issue de l’atelier, le Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique avait annoncé la mise en place d’une « Task Force » devant travailler sur la proposition de loi sur les armes à feu et les munitions et examiner les recommandations faites par UNLIREC sur ladite proposition de loi.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat : (Limite de 1000 caractères)

La révision de la loi sur les armes à feu constitue un atout important pour traiter équitablement la problématique des hommes et des femmes faisant usage des armes à feu et impliqués dans les groupes armés.

Partie III : Questions transversales

| | |
|--|---|
| <p>Suivi : Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)</p> <p><i>Vu le contexte particulier du Covid19 et la difficulté de mobilité associée, les activités de suivi et les outils de suivi n'ont pas été finalisés par l'officier M&E</i></p> | <p>Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? Oui</p> <p>Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? Non</p> |
| <p>Évaluation : Est-ce qu'un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ? Non</p> | <p>Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire):</p> <p>Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l'évaluation (Limite de 1500 caractères): N/A</p> |
| <p>Effets catalytiques (financiers): Indiquez le nom de l'agent de</p> | <p>Nom de donateur: Montant (\$):</p> |

| | |
|---|--|
| <p>financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet.</p> | |
| <p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p> | <p>Pendant les 4 premiers mois du projet, le principal partenaire national dans le cadre de ce projet, la CNDDR, faisait face à des difficultés administratives de fonctionnement causées par l'absence d'un local. La résolution de ce problème au début du mois de mai devrait faciliter le partenariat et un meilleur engagement de la Commission dans la réalisation du projet. La résolution de ce problème a permis au projet d'apporter son support en équipement et matériels de bureau à la CNDDR afin de faciliter le renforcement de ces capacités administratives pour son bon fonctionnement.</p> |



Partie IV : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA

BASE DES INDICATEURS:

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

| | Indicateurs | Base de données | Cible de fin de projet | Étapes d'indicateur/ milestone | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements |
|-------------------|--|--|-------------------------------|--|---------------------------------------|--|
| Résultat 1 | Indicateur 1.1 Accord de coopération Douane-Immigration-Police (DIP) intégrant la problématique de désarmement signé | Accord | 1 accord signé | Nombres de réunions préparatoires | 0 | En raison de l'épidémie de la COVID-19 et des probabilités d'instabilité et d'insécurité attendues au mois de septembre, il n'a pas été possible d'organiser les réunions prévues. La fermeture de la Commission en charge de la COVID-19 au 30 septembre et le calme relatif au niveau sécuritaire, devraient permettre de pouvoir reprendre les réunions lors de la prochaine période de rapport |
| | Indicateur 1.2 Existence d'un curriculum de formation produit pour les institutions | Curriculum, photos et liste des participant(e)s aux formations | 1 | Préparation du curriculum de formation | 0 | Les formations seront mises en œuvre après la signature de l'accord et dépend donc de la réalisation de ce premier indicateur |
| | Indicateur 1.3 Niveau opérationnel du mécanisme de coordination binational | Liste de participants, comptes-rendus et photos des réunions binationales | 2 | 2 | Réunions binationales | 1 |



United Nations
Peacebuilding

| | Indicateurs | Base de données | Cible de fin de projet | Étapes d'indicateur/ milestone | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements |
|---|--|---|------------------------|--|--------------------------------|--|
| Produit 1.1 La douane, la police et l'immigration dispose d'un cadre de coopération signé pour une meilleure gestion des armes et des munitions. | Indicateur 1.1 Accord de coopération Douane-Immigration-Police (DIP) intégrant la problématique de désarmement signé | Accord | 1 accord signé | Nombres de réunions préparatoires | 0 | En raison de l'épidémie de la COVID-19 et des probabilités d'instabilité et d'insécurité attendues au mois de septembre, il n'a pas été possible d'organiser les réunions prévues. La fermeture de la Commission en charge de la COVID-19 au 30 septembre et le calme relatif au niveau sécuritaire, devraient permettre de pouvoir reprendre les réunions lors de la prochaine période de rapport |
| Produit 1.2 Les Agents des douanes, de l'immigration et de la police frontalière disposent des capacités renforcées sur les SOPs pour une meilleure coordination. | Indicateur 1.2. Existence d'un curriculum de formation produit pour les institutions | Curriculum, photos et liste des participant(e)s aux formations | 1 | Préparation du curriculum de formation | 0 | Les formations seront mises en œuvre après la signature de l'accord et dépendent donc de la réalisation de l'indicateur 1.1 |



United Nations
Peacebuilding

| | Indicateurs | Base de données | Cible de fin de projet | Étapes d'indicateur/ milestone | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements |
|---|--|--|------------------------|---|--------------------------------|---|
| Produit 1.3 Un mécanisme de coordination binationale est en place et opérationnel pour une meilleure coopération dans la zone frontalière. | Indicateur 1.3. Niveau opérationnel du mécanisme de coordination binational | Liste de participants, comptes-rendus et photos des réunions binationales | 6 | Réunions binationales | 1 | Les réunions binationales ont été interrompues en raison de la fermeture officielle de la frontière et de la situation due à la COVID-19. Elles devraient pouvoir reprendre lors de la prochaine période de rapport |
| Résultat 2 Les capacités de la PNH à contrôler les armes illégales et à enregistrer/régulariser les armes illégales en circulation sont accrues, en étroite coordination avec la CNDDR | Indicateur 2.1 Nombre stock contrôlé et audité | Rapports annuels de la PNH | 1 | Les TDRs ont été élaborés et approuvés. Le processus de recrutement du consultant est en cours. | 0 | Les conditions sanitaires liées au Covid19 ne permettaient pas d'entamer et les discussions avec les principaux secteurs, particulièrement la PNH |
| | Indicateur 2.2 Nombre d'armes régularisées et enregistrées selon les normes établies dans un an. | Rapports annuels de la PNH | 100 | | 0 | Le délai pour l'accomplissement de cet indicateur n'est pas encore arrivé. Il dépend en grande partie de la réalisation de l'indicateur 2.2. |
| | Indicateur 2.3 Mécanismes de coordination | Accord signé | 1 | Un Task Force autour des activités de la CNDDR a été créé au | 1 | L'instabilité gouvernementale jusqu'au mois de février et l'état d'urgence sanitaire décrété au mois de mars à cause du Covid19 n'ont pu |



United Nations
Peacebuilding

| | Indicateurs | Base de données | Cible de fin de projet | Étapes d'indicateur/ milestone | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements |
|--|---|--|------------------------|--|--------------------------------|--|
| | interinstitutionnels mis en place. | | | cours du mois d'octobre par le premier ministre | | faciliter les démarches devant conduire à la mise en place de ce mécanisme |
| Produit 2.1 La Police dispose d'un audit actualisé de son stock d'armes | Indicateur 2.1.1 Audit interne effectué et données de base disponibles | Rapport d'audit report et données de base | 1 | Les TDRs ont été élaborés et approuvés. Le processus de recrutement du consultant est en cours | 0 | Les conditions sanitaires liées au Covid19 ne permettaient pas d'entamer et les discussions avec les principaux secteurs, particulièrement la PNH. |
| Produit 2.2 La PNH dispose de capacités renforcées pour la gestion et le contrôle des armes | Indicateur 2.2.1 Nombre de sites de stockage des armes mis en place et # de stations de police concernées | Accusés de réception, photographies in situ, factures signées | 6 | Achats de matériels et équipements | 0 | Cet indicateur dépend en grande partie du précédent donc du travail d'audit qui n'a pas été réalisé |
| | Indicateur 2.2.2 Diagnostic et évaluation des besoins en formation | Rapport d'évaluation | 1 | Les TDRs ont été élaborés et approuvés. Le processus de recrutement du consultant est en cours | 0 | Les conditions sanitaires liées au Covid19 ne permettaient pas d'entamer et les discussions avec les principaux secteurs, particulièrement la PNH |
| | Indicateur 2.2.3 Manuels de formation sur la gestion des armes produits pour le contexte haïtien en français | Manuels | 2 | | 0 | Cet indicateur dépend du précédent donc du travail de mapping et d'évaluation qui n'a pas été réalisé |



United Nations
Peacebuilding

| | Indicateurs | Base de données | Cible de fin de projet | Étapes d'indicateur/ milestone | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements |
|---|---|--|------------------------|--|--------------------------------|--|
| | Indicateur 2.2.4 Nombre d'agents de la PNH formes sur le contrôle des armes et des munitions | Listes de participants Formulaires d'évaluation | 180 | | 0 | Cet indicateur dépend du précédent donc du travail de mapping et d'évaluation qui n'est pas encore réalisé |
| Produit 2.3 Les différents départements de la PNH disposent et exploitent une base de données centralisée, standardisée et actualisée pour la gestion des données relatives aux armes et a leur utilisation. | Indicateur 2.3.1 CariSECURE Citizen Security Toolkit en francais | Toolkit | 6 | Les TDRs ont été élaborés et approuvés. Le processus de recrutement du consultant est en cours | 0 | L'état d'urgence sanitaire a retardé le lancement de cette activité prévue pour le mois de juin |
| | Indicateur 2.3.2 Nombre de formulaire de signalement des incidents pour la PNH | Formulaire de signalement des incidents | 60 | Les TDRs ont été élaborés et approuvés. Le processus de recrutement du consultant est en cours | 0 | Cet indicateur dépend de la disponibilité du toolkit |
| | Indicateur 2.3.3 Nombre de stations de police ayant reçu des équipements informatiques et un accès à internet | Accusés de réception, photographies in situ, factures signées | 6 | Achats de matériels et paiement de service d'internet | 0 | Cet indicateur dépend de la disponibilité du toolkit Carisecure |



United Nations
Peacebuilding

| | Indicateurs | Base de données | Cible de fin de projet | Étapes d'indicateur/ milestone | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements |
|--|--|--|------------------------|---|--------------------------------|--|
| | | | | | | |
| | Indicateur 2.3.4 Nombre d'agents de la PNH formés sur l'utilisation du formulaire de signalement des incidents | Listes de participants Formulaires d'évaluation | 180 | Les TDRs ont été élaborés et approuvés. Le processus de recrutement du consultant est en cours | 0 | La formation sera réalisée après l'installation des équipements et de la disponibilité du toolkit Carisecure, donc des indicateurs 2.3.2 et 2.3.3 |
| Résultat 3 Les capacités de la CNDDR à proposer une politique publique nationale sur la gestion de la violence, à coordonner la stratégie et l'action des institutions pertinente, et à assurer la redevabilité de l'État sur la violence armée est renforcée | Indicateur 3.1 Nombre de proposition de stratégie nationale DDR-CVR. | Document de stratégie nationale | 1 | | 1 | La proposition de la stratégie nationale DDR-CVR a été soumise par la Commission Nationale de désarmement, démantèlement et réinsertion au premier ministre le 5 mai 2020. Le projet est en attente de son approbation |
| | Indicateur 3.2 Nombre de mécanismes de coordination interinstitutionnels mis en place. | SOP | 1 | Un Task Force autour des activités de la CNDDR a été créé par le gouvernement au cours du mois d'octobre 2020. Les TDRs de cette structure ont été élaborés et soumis à l'approbation du gouvernement | 1 | L'instabilité gouvernementale jusqu'au mois de février et l'état d'urgence sanitaire décrété au mois de mars à cause du Covid19 n'ont pu faciliter les démarches devant conduire à la mise en place de ce mécanisme |
| | Indicateur 3.3 Nombre réunions de coordination sur | Liste de participants, | 24 | | 2 | |



United Nations
Peacebuilding

| | Indicateurs | Base de données | Cible de fin de projet | Étapes d'indicateur/milestone | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements |
|--|--|--|------------------------|---|--------------------------------|---|
| | l'action des institutions | agenda des réunions. | | | | |
| Produit 3.1 La CNDDR dispose des capacités techniques et opérationnelles pour exercer son mandat. | Indicateur 3.1.1 Nombre d'équipements informatiques et bureautique fournis à la CNDR (laptops/docking station/monitor/mouse/keyboard et équipement de bureau pour une durée et 30 mois) | Accusés de réception, photographies in situ, factures signées | 2 | Les équipements ont été livrés | 2 | |
| | Indicateur 3.1.2 Nombre de supports de formation élaborés sur la prise en compte du genre, de la jeunesse, les processus consultatifs et les normes et standards internationaux pertinents | Supports de formation | 3 | Plusieurs séances de travail ont été organisées avec la CNDDR depuis le mois de septembre dernier sur leur besoin en formation. Une proposition de projet formation avec les acteurs communautaires et la société civile est en discussion. | 0 | Cette activité n'a pu être réalisée à cause de l'indisponibilité des membres de la CNDDR en début d'année et de l'état d'urgence sanitaire décrété au mois de mars à cause du Covid19 |
| | Indicateur 3.1.3 | Listes de participants | 30 | Une proposition de projet formation avec | 0 | Cet indicateur dépend du précédent, donc de la réalisation de la formation |



United Nations
Peacebuilding

| | Indicateurs | Base de données | Cible de fin de projet | Étapes d'indicateur/ milestone | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements |
|--|--|--|------------------------|---|--------------------------------|---|
| | 9 membres de la CNDDR et autres partenaires directs formés dans trois ateliers | Formulaires d'évaluation | | les acteurs communautaires dans 4 quartiers cibles de la zone métropolitaine et la société civile est en discussion | | |
| Produit 3.2 La stratégie DDR/CVR est élaborée et disséminée pour une meilleure appropriation par les différents acteurs | Indicateur 3.2.1 Nombre de consultations menées au niveau des communautés (Avec 100 participants pour chacune dans 4 communautés frontalières et 4 a Port Au Prince) | Rapport d'activités | 8 | Des démarches sont en cours avec le support de BINUH pour faciliter les réactions et/ou la validation de la stratégie nationale par le gouvernement | 0 | En attente de l'approbation de la stratégie nationale DDR-CVR par le gouvernement |
| | Indicateur 3.2.2 Nombre de participants aux consultations menées au niveau des communautés | Listes de participants Formulaires d'évaluation | 800 | Des démarches sont en cours avec le support de BINUH pour faciliter les réactions et/ou la validation de la stratégie nationale par le gouvernement | 0 | Cet indicateur dépend du précédent donc des consultations communautaires qui n'ont pas encore été réalisées |
| Résultat 4 Le pays avance dans | Indicateur 4.1 Nombre de loi sur la gestion des armes à | Rapport d'évaluation | 1 | L'étude comparative et l'avis juridique sur le nouveau projet de | 1 | |



United Nations
Peacebuilding

| | Indicateurs | Base de données | Cible de fin de projet | Étapes d'indicateur/ milestone | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements |
|--|---|---|------------------------|---|--------------------------------|--|
| la mise en place d'un cadre réglementaire sur la gestion des armes à feu et des munitions, conformément aux standards internationaux dans le domaine | feu et des munitions évaluées et traitées | | | loi a été fait au cours du mois de septembre dernier | | |
| | Indicateur 4.2 Mécanisme de coordination mis en place | Comptes-rendus de réunions, TdRs | 1 | | 0 | Cette action dépend de la réalisation de deux indicateurs : la formation des policiers et la mise en place du programme CariSecure |
| | Indicateur 4.3 Nombre d'institutions participant à la coordination | Rapport de réunions, liste des participants | 10 | | 0 | Cette action dépend de la réalisation de deux indicateurs : la formation des policiers et la mise en place du programme CariSecure |
| Produit 4.1 Cadre réglementaire national pour la gestion des armes à feu et des munitions mis en place | Indicateur 4.1.1 Cadre réglementaire mis en place. | Document disponible pour consultation | 1 | L'étude comparative et l'avis juridique sur le nouveau projet de loi a été fait au cours du mois de septembre dernier | 1 | |
| | Indicateur 4.1.2 Nombre de sessions de travail | Rapport de sessions | 10 | | 0 | Cette action dépend de la réalisation de deux indicateurs : la formation des policiers et la mise en place du programme CariSecure |
| Produit 4.2 Etablissement d'un mécanisme de | Indicateur 4.2.1 Session d'information sur les standards internationaux en | Document d'information | 1 | | 1 | Cette action dépend de la réalisation de deux indicateurs : la formation des policiers et la mise en place du programme CariSecure |



United Nations
Peacebuilding

| | Indicateurs | Base de données | Cible de fin de projet | Étapes d'indicateur/ milestone | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements |
|--|---|--|------------------------|---|--------------------------------|---|
| coordination pour la gestion des armes à feu et des munitions dans le cadre réglementaire | matière de gestion des armes à feu et des munitions pour les institutions de coordination. | | | | | |
| | Indicateur 4.2.2 Accord signé | SOP | 1 | | 0 | Cet indicateur n'a pu être attendu car il est lié à l'activité précédente sur l'établissement du mécanisme de coordination |
| | Indicateur 4.2.3 Nombre de réunions de coordination signé | Compte-rendus de réunions | 10 | | 0 | Cet indicateur n'a pu être attendu car il est lié à l'activité précédente sur la signature d'un accord |
| Produit 4.3 Facilitation d'un processus consultatif pour la révision du projet de loi déjà déposé au niveau du Parlement haïtien. | Indicateur 4.3.1 Nombre de consultations organisées sur la proposition de loi | # de consultations organisées sur la proposition de loi | 8 | Un courrier a adressé au chef de cabinet du ministère de la justice | 0 | Les activités de consultations dépendent de la révision de la loi. Suite à la présentation des deux documents lors de l'atelier virtuel du 29 septembre, le projet est en attente de la réaction des autorités nationales |
| | Indicateur 4.3.2 Nombre de participants dans les consultations | Listes de participants | 800 | | 0 | Cet indicateur dépend du précédent donc des consultations communautaires qui n'ont pas encore été réalisées |
| | Indicateur 4.3.3 Révision de la loi sur les armes à feu et les munitions | Liste des recommandations et corrections | 1 | Compte-rendu et recommandations | 0 | Cet indicateur dépend du précédent donc des consultations communautaires qui n'ont pas encore été réalisées |
| Produit 4.4 La mobilisation | Indicateur 4.4.1 Expert de l'ONU identifié et recruté | Fichiers sur le processus de recrutement | 1 | UNLIREC a été engagé pour mener à bien le processus | 1 | |



United Nations
Peacebuilding

| | Indicateurs | Base de données | Cible de fin de projet | Étapes d'indicateur/ milestone | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements |
|--|--|----------------------------|------------------------|---|--------------------------------|---|
| de l'assistance technique pour la révision du contenu du projet de loi par l'intermédiaire d'experts de l'ONU. | | | | | | |
| | Indicateur 4.4.2 Proposition de loi DDR révisée | Proposition de loi révisée | 1 | Le processus est en cours. Le projet attend la réaction du Ministère de la justice pour les prochaines étapes | 0 | Cet indicateur dépend du précédent |